

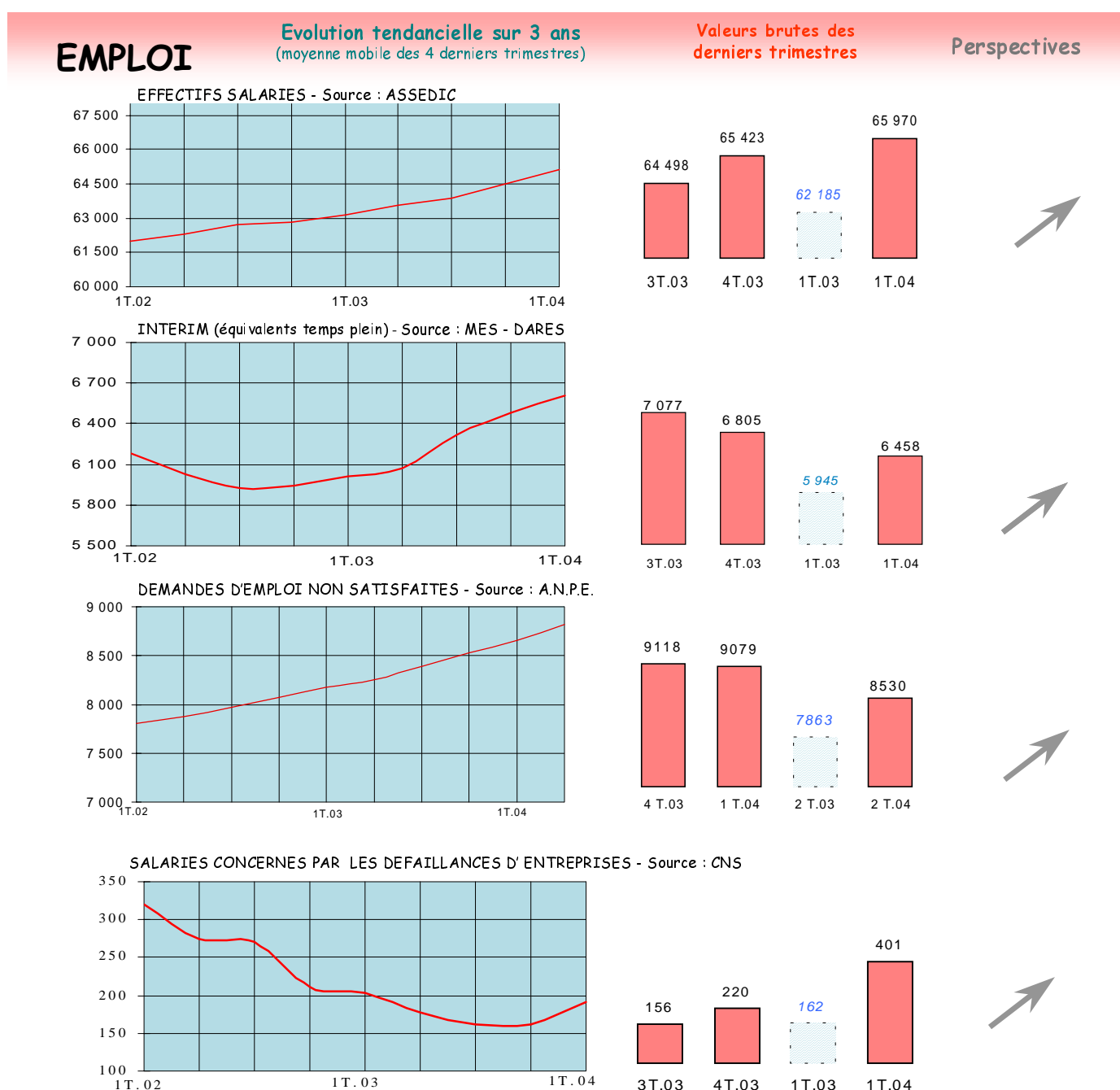
# LA CONJONCTURE DANS LE BTP EN AQUITAINE

N° 15  
AOUT 2004

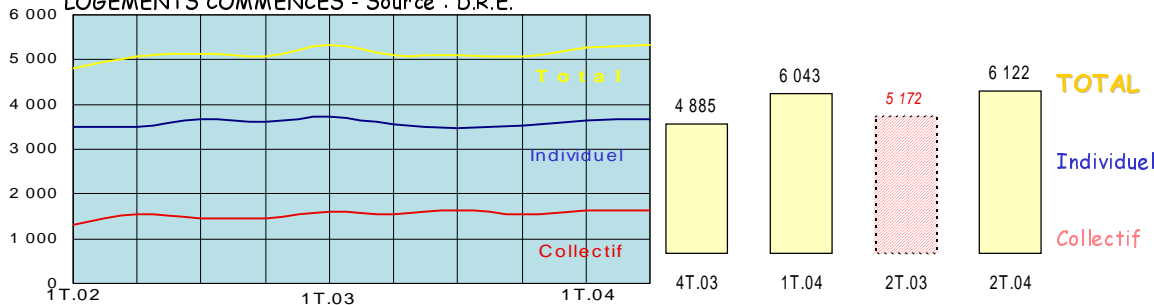
Les résultats de la construction au premier semestre 2004 font apparaître une forte progression des autorisations de construire en particulier dans le secteur collectif (+ 22 %) bénéficiant toujours du succès du dispositif « de Robien ». Les résultats des autorisations et mises en chantier du non résidentiel sont en légère augmentation (+ 5 et + 4%) avec des disparités suivant la nature des constructions : les bâtiments de Santé sont « boostés » par le plan « Hôpital 2007 ». La reconduction de la TVA à 5,5 % au moins pour deux ans est un avantage certain et devrait avoir une incidence sur l'activité et l'emploi, de l'avis des chefs d'entreprises Bâtiment.

Les résultats du 1<sup>er</sup> semestre des Travaux Publics confirment l'hypothèse de croissance annoncée pour l'année 2004, avec quelques disparités suivant la taille et l'activité des entreprises : Il faut s'attendre à un ralentissement de l'activité induit par la période entre les deux phases du tramway bordelais, le retard de certaines opérations du CPER après le gel budgétaire des opérations financées par l'Etat.

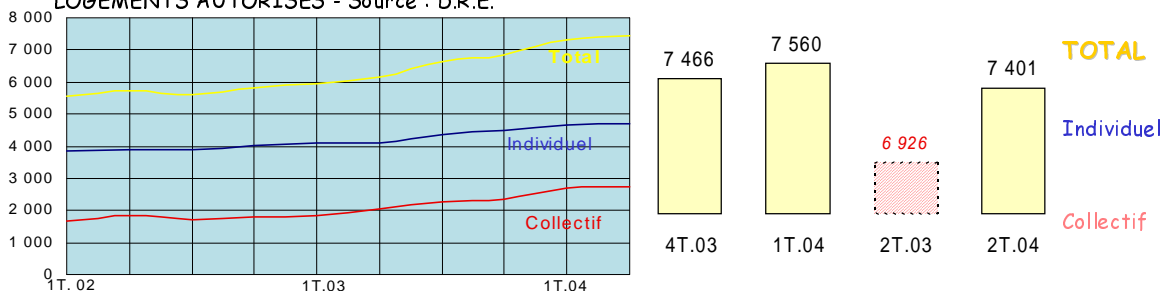
La profession de la construction continue de subir une pénurie de main d'œuvre qualifiée et a toujours recours à l'intérim. Suite à la table ronde nationale tenue le 15/06/04, une réunion du Comité de Pilotage pour l'emploi dans le B.T.P est prévue en décembre en aquitaine.



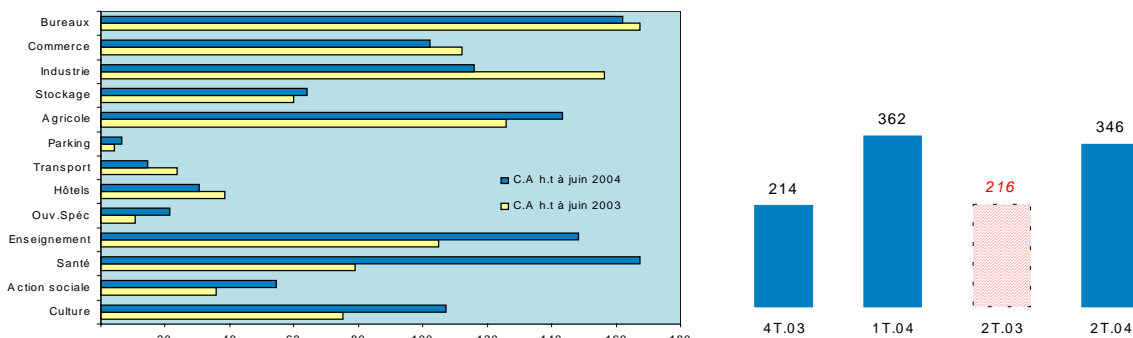
LOGEMENTS COMMENCES - Source : D.R.E.



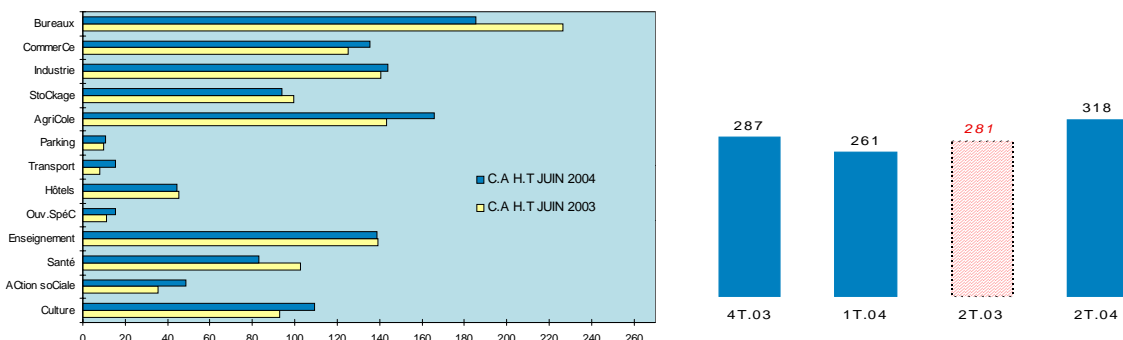
LOGEMENTS AUTORISES - Source : D.R.E.



MONTANT DE TRAVAUX DES LOCAUX COMMENCES (en M.€) - Source : D.R.E.



MONTANT DE TRAVAUX DES LOCAUX AUTORISES (en M.€) - Source : D.R.E.



## CONFIRMATION DE LA HAUSSE DU SECTEUR DE LA CONSTRUCTION

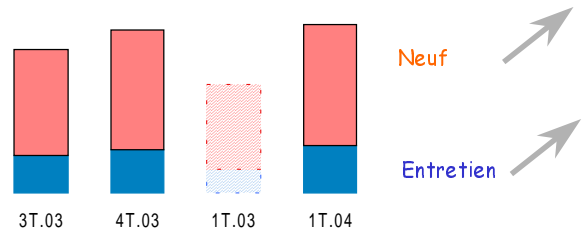
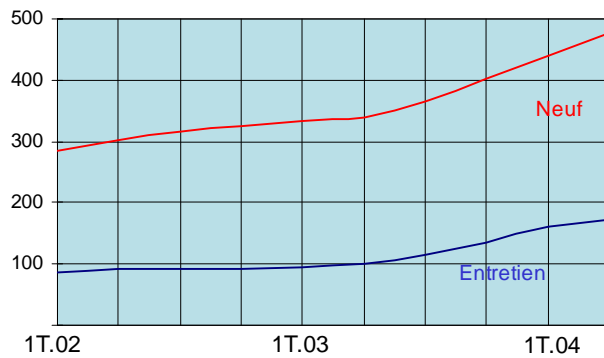
Résultats année mobile à fin juin 2004/fin juin 2003 : plus de 30 000 logements ont été autorisés, soit une hausse de 22 % (France entière : +18 %) Cela s'explique par la performance du secteur collectif (+42 %). Seules les Pyrénées Atlantiques connaissent une baisse d'activité. Les résultats du secteur entretien-amélioration du logement (+23 %) et non résidentiel (+ 32 %) en région, sont nettement supérieurs à ceux de France entière à fin mars 2004/fin mars 2003. Les niveaux de carnets de commandes sont également positifs.

Haussé également des surfaces commencées de locaux (+ 4% en Aquitaine, France entière : +1%). Il faut noter la forte augmentation des coûts de la construction principalement des bâtiments de santé, due en partie à la nature des ouvrages réalisés (réglementation thermique, protection incendie, réseaux informatiques,...)

# FINANCEMENT DU LOGEMENT

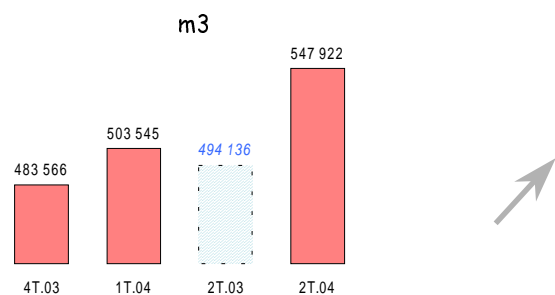
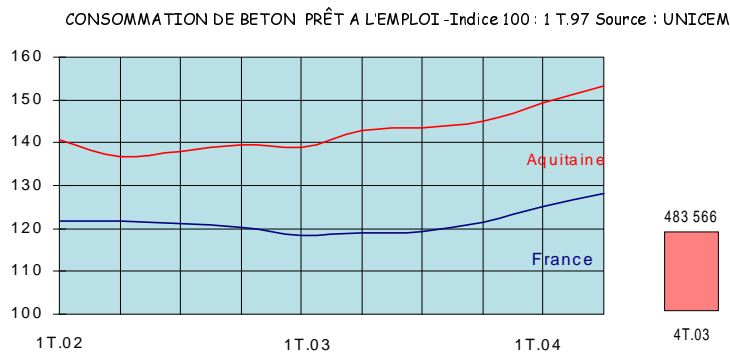
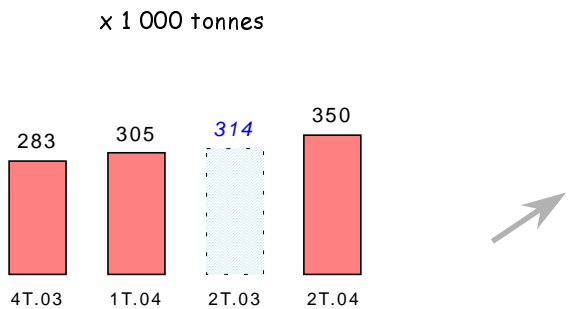
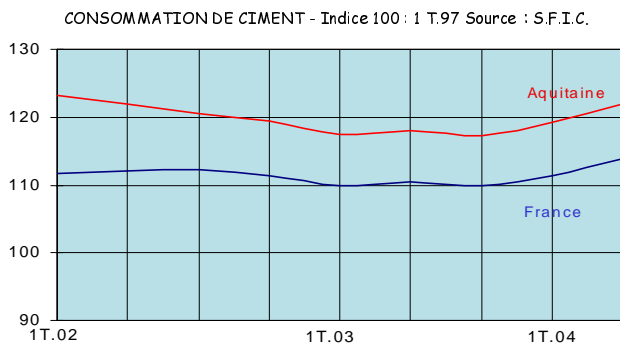
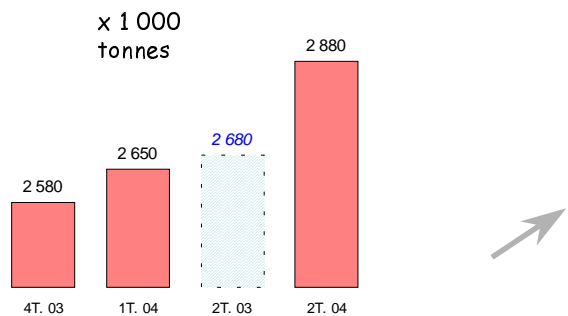
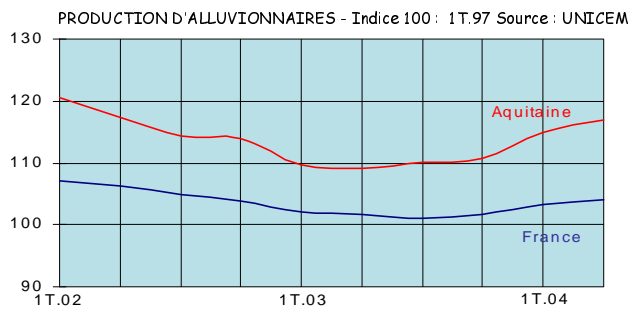
Perspectives

MONTANT DES PRÊTS DU SECTEUR LIBRE (en M.€) - Source : BANQUE DE FRANCE



# MATERIAUX DE CONSTRUCTION

Perspectives



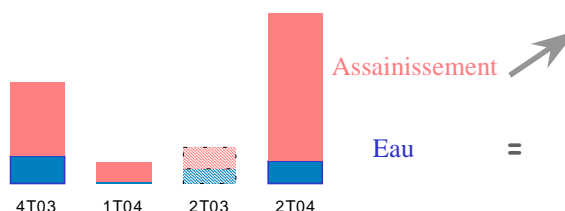
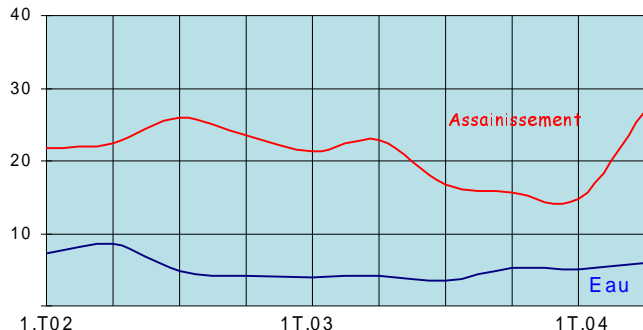
# TRAVAUX PUBLICS

Evolution tendancielle sur 3 ans  
(moyenne mobile des 4 derniers trimestres)

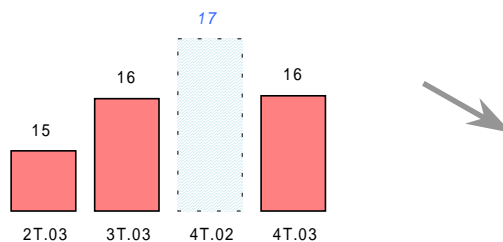
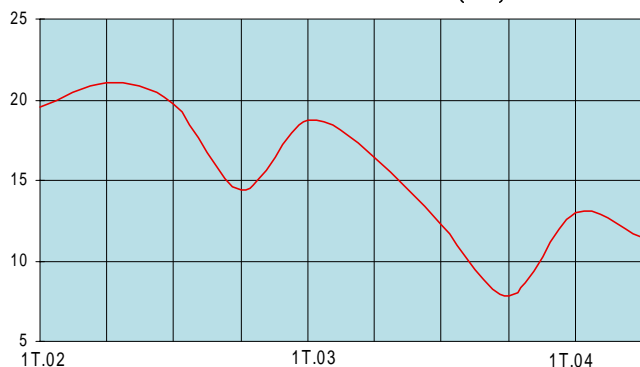
Valeurs brutes des  
derniers trimestres

Perspectives

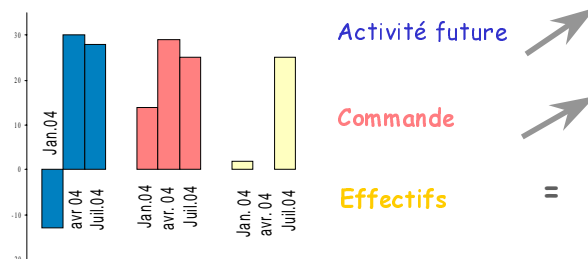
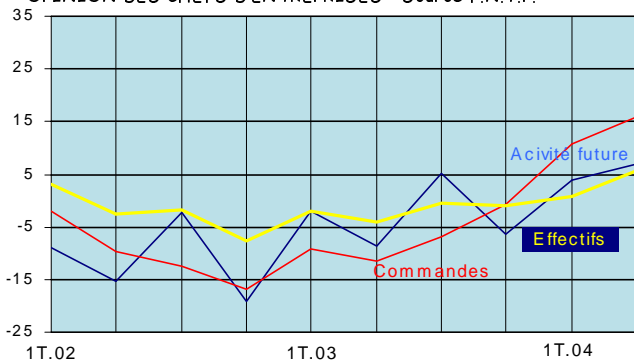
MONTANT DES TRAVAUX AIDES PAR L'AGENCE DE L'EAU (M.€) - Source Agence de l'Eau



MONTANT DES CREDITS DE PAIEMENT SUR RN (M.€) - Source D.R.E.



OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES - Source F.N.T.P.



## BONNE TENUE DU SECTEUR DES TRAVAUX PUBLICS

Le volume d'activité du secteur des Travaux Publics a été satisfaisant en 2003 et les six premiers mois 2004 font apparaître une stabilisation grâce aux investissements des collectivités locales et du secteur privé.

Les travaux prévus par RFF semblent ne pas subir de retard dans leur programmation et pourraient être un élément déterminant de l'activité future de ce secteur.

L'enquête d'opinion des chefs d'entreprises de juillet 2004, laisse augurer une activité soutenue pour les mois à venir.

Les hausses des prix des matières premières, la concurrence de plus en plus vive et ses effets sur le niveau des prix pratiqués pourraient avoir prochainement une incidence sur les trésoreries des entreprises régionales.